

Échos d'ECOFOR n°6

Avril 2007

Bonne lecture de ce nouveau numéro des *Échos*.

Au sommaire de ce numéro

1. La directive européenne INSPIRE (Infrastructure d'information géographique) vient d'être adoptée : quels sont ses objectifs et ses conséquences ? [lire >>](#)
2. Changements climatiques tous azimuts [lire>>](#)
3. La recherche à long terme sur les écosystèmes forestiers s'organise aux niveaux international et national [lire >>](#)
4. Lancement du projet de Catalogue des sources d'information sur la forêt (Ca-SIF) : la journée d'information du 17 avril [lire >>](#)
5. L'école thématique « Réponse des écosystèmes forestiers tropicaux aux changements globaux » aura lieu du 20 au 26 mai 2007 à Fréjus [lire >>](#)
6. Le programme prévisionnel de l'Atelier REGEFOR « Forêts mélangées : quels scénarios pour l'avenir ? » (26, 27 et 28 juin 2007) est disponible [lire >>](#)
7. Petites notes des Échos [lire >>](#)
8. En résonance d'autres Échos [lire >>](#)

1. La directive européenne INSPIRE vient d'être adoptée : quels sont ses objectifs et ses conséquences ?

La directive européenne INSPIRE, établissant une infrastructure d'information géographique dans la communauté européenne, a été adoptée par le Conseil des Ministres le 29 janvier et par le Parlement Européen le 13 février derniers. Elle sera donc bientôt applicable, et doit être transposée en droit français sous deux ans. Mais que dit cette directive ?

Elle établit une « infrastructure » européenne d'information géographique, c'est-à-dire un ensemble regroupant des métadonnées, des séries de données, des services (recherche, visualisation, téléchargement), des accords de partage et des mécanismes de coordination. Les idées principales qui sont derrière cette directive sont (1) une meilleure prise en compte des données existantes, la mise en œuvre et le suivi des politiques européennes et (2) une bonne information du public permettant sa participation au processus de décision.

En identifiant les données existantes puis en les rendant visibles et accessibles, INSPIRE vise à améliorer le partage des données, des moyens et des compétences, les réutilisations multiples, la pérennité de l'accès aux données, une réflexion sur l'optimisation de la collecte.

Les données concernées sont nombreuses, réparties en 34 thèmes dont les contours sont en cours de définition : parcelles cadastrales, hydrographie, sites protégés, occupation des terres, géologie, habitats et biotopes, répartition des espèces sont quelques-uns de ces thèmes. Les obligations induites par la directive en termes de délai de mise à disposition des métadonnées (information sur les données) puis des données ne sont pas les mêmes pour tous les thèmes.

INSPIRE donne un objectif ambitieux et un cadre général de travail pour l'atteindre. Des « équipes de rédaction » travaillent depuis un peu plus d'un an sous la responsabilité de la Commission pour définir plus précisément et concrètement les règles d'application de la directive (par exemple les types de données compris dans le thème « répartition des espèces »). Elles sont au nombre de cinq, travaillant chacune sur un des chapitres techniques de la directive : métadonnées, services, partage, suivi, spécification. Leurs travaux s'achèveront en 2007 et 2008. Les règles d'application ainsi définies seront soumises aux Etats Membres et au Parlement.

INSPIRE s'inscrit dans un mouvement général de recensement, de mise à disposition, de mutualisation des données ; cette directive donne des obligations en ce sens pour un grand nombre de données. Elle va également affecter les politiques tarifaires des organismes producteurs des types de données concernées, ce qui pourrait faciliter leur utilisation pour le monde de la recherche.

Vous pouvez retrouver les informations sur la réunion d'information organisée par le Ministère chargé de l'écologie le 1^{er} février dernier [sur le site du CNIG](#) (Centre national de l'information géographique), un compte rendu de cette réunion [sur le site d'Ecofor](#) et le texte de la directive [sur le site qui lui est consacré](#).

Contact : [Sandrine Landeau](#)

[Retour au sommaire](#)

2. Changements climatiques tous azimuts

Les réflexions autour des changements climatiques battent aujourd'hui leur plein, pour ce qui concerne tant la planète en général que plus spécifiquement les forêts.

Au niveau planétaire, le [groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat \(Giec\)](#) s'est réuni à Paris début février où il a rendu public le premier volume de son quatrième rapport d'évaluation. Ce volume traite plus particulièrement du climat tandis que les volumes deux (paru en ce début avril) et trois (à paraître en mai) traitent des impacts et de la vulnérabilité pour l'un, de l'atténuation de l'effet de serre pour l'autre. Globalement, cette nouvelle synthèse confirme les précédentes en renforçant le diagnostic, même si la comparaison avec les publications antérieures se trouve compliquée par un changement de présentation des résultats. Le rôle de la végétation est également réaffirmé en dépit des inconnues restant dans ce domaine ; notamment, la façon dont la végétation réagira au changement climatique est susceptible de renforcer l'effet de serre selon un mécanisme encore mal pris en compte.

Alors que le Giec venait juste de clore le premier volume de son quatrième rapport d'évaluation, Sir Nicholas Stern venait présenter, dans les locaux de « Sciences Po Paris », [sa récente synthèse \(2006\) sur l'économie du changement climatique](#). Parmi les idées clés de cette synthèse, on trouve notamment que :

- les changements en cause sont conséquents et ne relèvent donc pas d'une analyse « à la marge »,
- il convient de prendre en compte les risques et l'incertitude de manière complète et cohérente,
- il faut utiliser un taux d'actualisation adapté à l'importance des changements en cause et à une éthique intergénérationnelle, donc plus faible que les taux habituellement préconisés en économie.

Le résultat se traduit par un coût bien plus élevé que celui qui résulte d'études antérieures. Le changement climatique pourrait ainsi correspondre, si rien n'était fait, à une perte de 5 à 20% du produit intérieur brut annuel depuis aujourd'hui et à perpétuité.

Dans le cadre du salon international de l'agriculture, un colloque était proposé par l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) sur le thème : « [Le climat change, la nature et l'agriculture aussi : quels impacts, quelles adaptations ?](#) ». Un volet forestier était présenté, sur la base des résultats du [projet Carbofor](#). Ce colloque permettait notamment de juger des différentes manières d'aborder le même sujet selon le domaine concerné : grandes cultures, prairies naturelles, milieux aquatiques continentaux, forêt. Au niveau forestier, la longueur du cycle de vie est telle que l'avenir dépasse très généralement les quelques décennies pour lesquelles des prédictions assez fiables sont possibles du fait de l'inertie des phénomènes atmosphériques : au-delà, l'incertitude est la règle et l'analyse doit se fonder sur plusieurs scénarios possibles, ce qui s'avère beaucoup moins nécessaire pour les différents secteurs agricoles dont la vulnérabilité était également analysée au cours de ce colloque. .

Pour approfondir particulièrement la conduite à tenir au niveau forestier vis-à-vis du changement climatique, le forum « Ecoforum » organisé par Ecofor en décembre dernier a amené les ministres chargés de l'agriculture et de l'écologie à confier à Bernard Roman-Amat, Directeur délégué de l'Engref (AgroParis Tech) à Nancy, une mission sur le thème de l'adaptation de la sylviculture au changement climatique. Cette commande fait suite au travail dévolu précédemment au Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux, qui s'achève ces jours-ci sous la plume des trois ingénieurs généraux François Lerat, Jean-Marie Bourgau et François Cailmail. Il consiste à approfondir particulièrement les aspects permettant de préparer les politiques publiques.

Parallèlement, un séminaire a été organisé le 26 janvier 2007 à l'initiative de la Société forestière de la Caisse des dépôts et consignations et sous l'égide de la Direction de la forêt et des affaires rurales

(Dgfar) du Ministère chargé de l'agriculture sur ce même sujet « Sylviculture et changement climatique : agir maintenant ? ». Il a permis de faire le tour d'un certain nombre de questions et d'introduire, en quelque sorte, la mission de Bernard Roman-Amat, dont les résultats lui seront également soumis (fin 2007 ou début 2008).

Sur cette question de la sylviculture face aux changements climatiques, les gestionnaires forestiers ne sont pas en reste. Ils se mobilisent tant en forêt privée – le CNPPF a rassemblé un grand nombre d'informations sous forme de diaporama permettant de discuter sur le sujet – qu'à la Société forestière de la Caisse des dépôts et consignations qui a élaboré une stratégie d'action et à l'Office national des forêts qui a publié les actes de ses réflexions de 2005 sous la titre « La forêt face au changement climatique, adapter la gestion forestière » (Legay et Mortier, 2006)

Et Ecofor, direz-vous ? Il s'attache à contribuer à toutes les initiatives qui touchent à la forêt et aux changements climatiques, en participant activement aux réflexions, en synthétisant les informations dont il dispose, en débattant de ces sujets dans des enceintes variées de la recherche et de la gestion, en France et à l'étranger, en forêt et plus largement. Il souhaite notamment animer un processus européen sur les différentes options sylvicoles face au changement climatique attendu pour lequel une première proposition a été soumise fin mars au Comité européen COST de coopération scientifique et technique.

Contacts : [Jean-Luc Peyron](#)

[Retour au sommaire](#)

3. La recherche à long terme sur les écosystèmes forestiers s'organise aux niveaux international et national

Au niveau international, le sigle LTER - pour Long-Term Ecological Research - est bien connu. Il caractérise initialement un [réseau constitué aux Etats-Unis il y a 25 ans](#) entre des sites de recherches à long terme sur les écosystèmes ([US-LTER](#)). Depuis quelques années, il s'est avéré que ces recherches, au départ de nature purement écologique, devaient mieux s'articuler avec le contexte socio-économique ; c'est ainsi que le sigle LTSER (Long-Term Social and Ecological Research) est apparu, parfois sous une variante ambiguë LT(S)ER ([Haberl et al., 2006](#))

Ces concepts se retrouvent aujourd'hui au niveau international, avec ILTER, qui se présente comme un réseaux de réseaux supranationaux ou nationaux (US-LTER, [LTER-Europe](#), UK-LTER, LTER-Austria, ...). Au niveau français, la question du positionnement de la démarche récente (2002) d'Observatoires de Recherche en Environnement (ORE) et de celle, déjà plus ancienne, de « zones ateliers » (ZA) qui intègre davantage la composante socio-économique se pose ; elle a notamment été discutée dans le cadre d'une prospective animée par l'Institut des sciences de l'Univers (INSU) et le CNRS.

Le [réseau européen d'excellence ALTER-net](#) (A Long-Term biodiversity, Ecosystem and awareness Research Network) se présente comme un dispositif interdisciplinaire européen à long terme de recherche sur les relations complexes entre les écosystèmes, la biodiversité et la société : on comprend que l'existence de réseaux LTER soit une aide précieuse pour l'amener à réaliser ses objectifs. Créé en 2004 pour 5 ans, ce réseau d'excellence a récemment organisé une conférence internationale d'une semaine à Palma de Majorque (5-9 février 2007), au sein de laquelle une journée a été consacrée aux dispositifs de recherche à long terme sur les écosystèmes. Cette journée a notamment montré que :

- la mise en réseau de tels dispositifs est en cours au niveau européen avec un degré d'avancement variable selon les pays ;
- cette organisation en réseau se conçoit dans un cadre dépassant largement la forêt : les dispositifs dominés par la forêt doivent naturellement participer à un réseau plus large à l'intérieur duquel une animation spécifique forestière pourrait être envisagée ;
- la France est considérée comme ayant son propre réseau de recherche à long terme alors même que celui-ci n'est pas encore totalement structuré.

En lien avec ce dernier point, voyons maintenant comment se structurent au niveau français les dispositifs d'observation et de recherche en environnement. Les travaux et réflexions en cours dans le cadre d'une [prospective Insu/Cnrs](#) sur les surfaces intercontinentales conduisent à définir deux grands types de dispositifs, partiellement articulés entre eux :

- des systèmes d'observation de recherche en environnement (SORE) : ils pourraient rassembler les Observatoires de recherche en environnement (ORE), labellisés par le Ministère de la recherche ou par un Comité inter organismes, et les Services d'observation (SO) de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU), ces derniers constituant la forme « classique » d'observatoires (atmosphérique, astronomique, de la terre interne, de l'océan) avec ses exigences en matière de qualité, une priorité au long terme et un corps de techniciens (des « Sciences de l'Ingénieur et Instrumentation Scientifique ») dédiés à ces tâches. Les SORE auraient pour but d'apporter des réponses à des questions scientifiques touchant à l'environnement au moyen de l'acquisition de données physiques, chimiques ou biologiques. Dans le cas des ORE, auquel appartient [F-ORE-T](#), qui porte sur les écosystèmes forestiers et est animé par Ecofor, il est en outre prévu un recours à des expérimentations à long terme ;
- les zones ateliers (ZA) : elles ont une vocation interdisciplinaire, associent sciences humaines et sociales, sciences du vivant, sciences de la terre et sciences de l'ingénieur dans des projets de recherche finalisée touchant aux anthroposystèmes comme aux écosystèmes naturels ; définies par nature à l'échelle des territoires, elles peuvent s'appuyer sur des sites-ateliers, dispositifs plus localisés et sans visée opérationnelle directe, dont on conçoit qu'ils puissent éventuellement être labellisés en tant que systèmes d'observation de recherche en environnement.

En conclusion, il semble aujourd'hui opportun de conforter la convergence apparente entre les réflexions françaises et européennes voire mondiales dans ce domaine. Dans ce contexte mouvant de constitution de réseaux, il importe de suivre et d'assurer la bonne insertion des dispositifs forestiers, non seulement au niveau national mais encore au niveau européen et au-delà.

Contact : [Jean-Luc Peyron](#), [Guy Landmann](#)

[Retour au sommaire](#)

4. Lancement du projet de Catalogue des sources d'information sur la forêt (Ca-SIF) : la journée d'information du 17 avril

Ecofor a entamé en 2006 une réflexion sur la création et la mise à disposition, *via* le web, d'un répertoire standardisé des sources d'information sur la forêt (voir les *Echos d'ECOFOR* n°3 et n°4). Ce catalogue, baptisé Ca-SIF recensera et décrira les sources d'information sur la forêt. Il ne s'agit pas, dans un premier temps, d'accéder directement aux données, mais d'assurer une meilleure visibilité de l'information produite et/ou conservée par les divers acteurs, ce qui constitue une étape préalable indispensable à d'autres usages et valorisations potentiels.

Cette démarche s'efforce de rester cohérente avec les démarches similaires engagées dans d'autres domaines ou à d'autres échelles, de façon à éviter aux producteurs de données des sollicitations multiples. Le respect des standards de description des sources d'information (métadonnées) permettra l'insertion des descriptions de Ca-SIF dans des systèmes d'information plus larges et en particulier dans le Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP, www.nature-france.org).

La réunion du 17 avril est l'occasion de présenter Ca-SIF plus en détail à tous les acteurs concernés : objectifs, principes, mise en œuvre, position par rapport aux autres systèmes d'information. Il est important que la communauté forestière s'active autour de ces enjeux de mobilisation, de structuration et de mise à disposition de l'information. N'hésitez donc pas à faire circuler l'information sur cette démarche auprès de vos collègues susceptibles d'être intéressés et/ou concernés.

Vous retrouverez toutes les informations sur le projet Ca-SIF et sur cette journée [sur notre site internet](#).

Contact : [Sandrine Landeau](#), [Guy Landmann](#)

[Retour au sommaire](#)

5. L'école thématique « Réponse des écosystèmes forestiers tropicaux aux changements globaux » aura lieu du 20 au 26 mai 2007 à Fréjus

Les changements globaux représentent une incontestable menace pour le devenir des écosystèmes forestiers tropicaux (changements d'utilisation des terres, pollutions, évolution des pratiques forestières). Il est important d'analyser à la fois les impacts subis par ces écosystèmes et les adaptations envisageables. Par ailleurs, une étude réalisée à la demande d'Ecofor (Lescure et Roulet, 2001) a montré que la recherche française sur les milieux forestiers tropicaux « *souffre de quelques défauts parmi lesquels un manque de lisibilité, un certain isolement des équipes, voire des individus, [...] une certaine difficulté à intégrer de jeunes chercheurs* ».

C'est dans ce contexte à la fois thématique, scientifique et institutionnel qu'il est apparu utile d'organiser cette école thématique, destinée en premier lieu aux chercheurs, ingénieurs, doctorants et post-doctorants, mais aussi à ceux qui ont contribué au [livre blanc sur la forêt tropicale](#) ou qui sont concernés par la mise en œuvre des grandes conventions internationales ainsi que les membres d'organismes de formation ou d'information sur les forêts tropicales. En voici les objectifs :

- Améliorer la compréhension générale du fonctionnement écologique, économique et social des écosystèmes forestiers tropicaux, ainsi que les objectifs et contraintes de leur gestion ;
- Mettre en évidence les principales connaissances et méthodes d'investigation dans les domaines scientifiques majeurs concernés par la réponse des écosystèmes forestiers tropicaux aux changements globaux ;
- Illustrer la façon dont différentes disciplines scientifiques peuvent être mises à contribution pour répondre à des questions concrètes qui se posent telles que celles portant sur l'adaptation des écosystèmes, des gestionnaires et des usagers de forêts aux changements climatiques, à l'érosion de la biodiversité ou à la lutte contre le renforcement de l'effet de serre ;
- Renforcer les relations entre chercheurs issus de communautés différentes de manière à faciliter les échanges ultérieurs, y compris la participation à des projets communs de recherche ;
- Faciliter l'insertion des futurs travaux de recherche à l'intérieur d'un cadre général clair et cohérent.

Le programme prévisionnel et toutes les informations utiles pour les inscriptions (limitées à 52 places) sont disponibles [sur notre site web](#).

Contact : [Bernard Riera](#)

[Retour au sommaire](#)

6. Le programme prévisionnel de l'Atelier REGEFOR « Forêts mélangées : quels scénarios pour l'avenir ? » est maintenant disponible

Cet Atelier Recherche et gestion forestières se veut, comme les Journées scientifiques et techniques qui l'ont précédé, un lieu d'échange et de dialogue entre chercheurs et gestionnaires. Co-organisé par Ecofor et le Pôle Forêt-Bois de Nancy, il aura lieu du **26 au 28 juin** prochains à Champenoux (54).

Le thème « *Forêts mélangées, quels scénarios pour l'avenir ?* » y sera traité en six sessions :

- Enjeux et problématiques des forêts mélangées en France
- Les forêts mélangées sont-elles plus résistantes, plus résilientes que les autres ?
- Ateliers de discussion : Qu'attend-on du mélange ? Comment aménager les forêts mélangées ? Comment constituer, doser et maintenir le mélange ?
- Forum d'échanges : un appel à communications est lancé pour cette session
- Sylviculture et gestion des forêts mélangées
- Session conclusive

Le programme prévisionnel, la fiche d'inscription et l'appel à communications sont disponibles [sur notre site web](#). Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire (**les inscriptions seront closes le 15 juin**).

Contact : [Sandrine Landeau](#)

[Retour au sommaire](#)

7. Petites notes des Échos

- Le 7 février dernier une **double présentation de la recherche forestière** a été faite devant la 6^{ème} section – « nature, forêt, paysage » – du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux. Yves Birot, ancien Président d'Ecofor et actuel Président du Conseil scientifique de la Plate-forme technologique européenne forêt-bois-papier a présenté cette dernière comme un dispositif majeur pour la recherche et l'innovation. Jean-Luc Peyron, Directeur d'Ecofor, a exposé quant à lui les principales activités et missions de ce groupement d'intérêt public sous le titre « **Ecofor : une maison des sciences forestières ouverte aux gestionnaires et aux grandes questions environnementales** ». Le texte de cette intervention se trouve en introduction du rapport « Activités 2005 et 2006, perspectives 2007 » (qui va paraître dans les jours qui viennent) et également en ligne [sur notre site](#).
- L'IDF organise, en lien avec les instances du programme « Biodiversité et gestion forestière » animé par Ecofor et financé par les ministères chargés de l'écologie et de l'agriculture, **une journée de rencontre entre chercheurs et gestionnaires** sur le thème du transfert : « **Comment améliorer le transfert des connaissances entre les chercheurs et les gestionnaires ?** ». Cette journée, ouverte à tous, aura lieu dans les locaux de l'AgroParisTech-ENGREF à Paris le 22 mai prochain. Le programme et la fiche d'inscription sont disponibles [sur notre site](#).
- Les instances du **programme « Biodiversité et gestion forestière »**, animé par Ecofor et financé par les ministères chargés de l'écologie et de l'agriculture, ont sélectionné trois études courtes (février à juin 2007) pour tester de nouveaux **indicateurs** ou faire expertise de ceux qui sont actuellement utilisés pour caractériser la biodiversité forestières : « *Quels suivis taxonomiques de la biodiversité en forêt ? Choix du groupe taxonomique, des espèces suivies et contraintes logistiques.* » (F. Gosselin, Cemagref) ; « *Evaluation des indicateurs nationaux de biodiversité forestières* » (N. Hamza, IFN) ; « *Indicateurs indirects de biodiversité en forêt de plantation* » (J.-P. Rossi, INRA). Les résultats de ces trois études seront présentés lors du séminaire intermédiaire BGF qui se tiendra cet automne.
- Les comptes-rendus des débats d'**ECOFORUM** (5 et 6 décembre 2006) seront mis en ligne [sur notre site](#) dans les jours qui viennent.
- Les pages sur les **Journées d'Information et de Débat de décembre 2005** seront très prochainement complétées par la mise à disposition des présentations sonorisées des intervenants qui l'ont accepté. Vous pourrez ainsi regarder le support de présentation tout en écoutant le commentaire de l'orateur. Pour mémoire, ces journées avaient pour thèmes : « [Pluies acides, 20 ans après](#) », « [Sécheresse et canicule 2003 : premier bilan](#) » et « [La forêt face aux changements climatiques : acquis et incertitudes](#) ».
- Evènement important, le **colloque « 15 ans de suivi des écosystèmes forestiers : résultats, acquis et perspectives de RENECOFOR (Réseau national de suivi à long terme des écosystèmes forestiers) »** aura lieu du 9 au 11 mai prochains au Palais des congrès de Beaune. Il présentera le bilan de RENECOFOR et ses perspectives. A l'image du réseau, ce colloque a l'ambition de se situer à l'interface entre la recherche et la gestion, avec des présentations pédagogiques des résultats et des enjeux, tout en proposant des temps à tonalité scientifique. Le programme et toutes les informations sont disponibles sur le [site de la manifestation](#).
- **Programme typologie de stations forestières** : le projet piloté par l'IDF et intitulé « *typologie des stations forestières : quelles attentes, quels enjeux, quelles représentations ? quelles recommandations ?* », sélectionné dans le cadre de l'APR de juin 2004, a organisé une restitution publique de ses résultats le 29 mars au matin à la Maison des Sciences de l'Homme de Grenoble (38). L'après-midi de la journée fut consacrée à une discussion débat sur le traitement des questions des gestionnaires par la recherche en s'appuyant sur le cas de la sylviculture face aux changements climatiques. Pour plus d'informations : [le programme de la journée](#).
- **Nouvelle organisation du CIRAD** : le CIRAD a récemment procédé à une mise à plat et un renouvellement de son organisation, passant de sept départements initiaux à trois : Systèmes biologiques (Bios) – qui traite essentiellement de diversité et d'interactions biologiques –, Performances des systèmes de production et de transformation tropicaux (Persyst) – qui

prend en compte les interventions humaines au travers des systèmes techniques – et Environnements et sociétés (Es) – qui s'intéresse aussi plus globalement aux politiques publiques. L'ancien Cirad-Forêt est maintenant réparti entre ces trois départements. Le Cirad engage par ailleurs une politique de rapprochement avec les grands opérateurs de la recherche agronomique nationale, au premier chef l'Inra, et les centres internationaux de recherche agronomique. Plus d'informations [sur le site du Cirad](#).

[Retour au sommaire](#)

8. En résonance d'autres échos...

- Le CNRS, l'Université Antilles-Guyane et l'Université Bordeaux 2 organisent en octobre 2007 la **conférence « Modélisation des écosystèmes tropicaux et amazoniens (META2007) »**, à Cayenne et Kourou. Elle comprendra du 22 au 26 une école doctorale, puis du 29 au 31 un séminaire international. Les objectifs généraux sont les mathématiques appliquées à la modélisation d'écosystèmes tropicaux et amazoniens, à la validation de modèles (biologie, physique, chimie...)... Informations et préinscriptions [sur le site de la conférence](#).
- Le **contrat quinquennal d'objectifs CRPF-CNPPF/Etat** a été signé le 18 décembre 2006. Il donne au groupe CRPF-CNPPF les moyens d'assurer sa mission de développement de la forêt privée. Le programme d'action est articulé autour de quatre grands objectifs communs : améliorer la compétitivité de la gestion forestière, accroître la surface des forêts privées gérées durablement, améliorer les connaissances, former les sylviculteurs et préserver les écosystèmes forestiers. Chaque objectif est décliné en cibles, actions et indicateurs pour faciliter la mise en œuvre et le suivi du programme, ainsi que l'évaluation des résultats obtenus. Plus d'informations [sur le site de la Forêt Privée Française](#).
- La série 4/2006 des **Fiches Informations-Forêt de l'Afocel** est parue. Elle est consultable sur [le site internet de l'Afocel](#) (chaque fiche est disponible au format pdf et téléchargeable). Rappelons à ce sujet que l'Afocel est en cours de fusion avec le Centre technique du bois et de l'ameublement (CTBA) pour [constituer un nouveau Centre technique industriel](#) dont le nom définitif n'est pas encore connu.
- A noter un article du Département de la santé des forêts dans *Forêts de France* intitulé « **Santé des forêts. Les faits marquants de 2006.** ». A consulter sur le [site de la Forêt Privée Française](#).
- **SilvaTerm** est la base de données terminologique forestière issue du projet SilvaVoc, projet IUFRO de terminologie forestière multilingue. Le stock de termes enregistrés dans SilvaTerm est régulièrement mis à jour et amélioré de définitions et termes supplémentaires dans les langues suivantes : anglais, français, espagnol, allemand, portugais, hongrois, swahili et japonais. SilvaTerm est consultable avec une interface en français sur le [site de l'IUFRO](#)
- Les **actes des 4^{èmes} journées de l'Institut français de la biodiversité**, organisées les 26 et 27 octobre 2006, sont maintenant disponibles [sur le site de l'IFB](#). Elles avaient pour thème « Biodiversité : quelle recherche dans 15 ans ? Enjeux, chercheurs, contexte ».
- Le **programme international GBIF (Global Biodiversity Information Facility)** permet de rendre disponibles sur internet les informations provenant de toutes les ressources concernant la biodiversité. Le Muséum national d'histoire naturelle est le point nodal GBIF pour la France depuis le 27 juin dernier. Bases de données de collections ou d'observations consultables en ligne : <http://www.gbif.fr/> ou <http://www.secretariat.gbif.net/portal/index.jsp>
- Processus consultatif vers un **IMoSEB (International Mechanism on Scientific Expertise on Biodiversity)** : après la tenue du second comité exécutif du processus (Paris, 5 et 6 décembre 2006), les études de cas menées durant le second semestre 2006 sont maintenant disponibles sur <http://www.imoseb.net/>.
- La **plate-forme européenne pour une stratégie de recherche en biodiversité (EPBRs)** a organisé en octobre et novembre dernier une conférence électronique et une réunion sur le thème : « Actions pour l'objectif Biodiversité 2010 en Europe : comment la recherche contribue-t-elle à stopper la perte de biodiversité ? ». Les déclarations et recommandations de ce travail sont disponibles sur <http://www.epbrs.org>

- **Le cèdre, essence forestière d'avenir** : tel est le titre du dossier que Forêt-entreprise, dans son n°174 de mai 2007, consacre à cet arbre emblématique. Le changement climatique est évidemment en arrière-plan : le cèdre pourrait en effet s'installer plus au Nord que sa présence actuelle. Ces circonstances particulières ne doivent cependant pas faire oublier que l'adaptation à la station, pour le présent et le futur, est primordiale, de même que les modalités de plantation.

[Retour au sommaire](#)

Rédactrice en chef : Sandrine Landeau, chargée de mission, GIP ECOFOR

Directeur de la publication : Jean-Luc Peyron, Directeur du GIP ECOFOR

Pour vous inscrire : [inscription](#)

Pour vous désinscrire : [désinscription](#)